



ÉVÉNEMENT

MANQUE DE PROFS

La grande vacance

Cette année encore, les chiffres des recrutements des enseignants inquiètent. Une baisse «mécanique», objecte le ministère, puisque les conditions d'admission aux concours viennent de changer. Dans le même temps, la contractualisation croissante de la profession concentre les critiques.





Par
ELSA MAUDET
 Infographies
ALICE CLAIR

Pap Ndiaye va avoir du travail. L'historien récupère un ministère de l'Education nationale abîmé par son prédécesseur et une pile monumentale de dossiers à régler. Au sommet : l'attractivité du métier de professeur. «*Les concours ne font pas le plein. Or, dès la rentrée prochaine, il faudra des enseignants devant les élèves, et pas des contractuels*», avertit Guislaine David, cosecrétaire générale du Snuipp-FSU, syndicat du primaire. *C'est aussi l'enjeu des prochaines années, parce que la pyramide des âges va nous emmener vers des départs à la retraite très nombreux. Le métier est difficile, il va falloir un tournant pour le rendre attractif.* Pour prendre la mesure de l'urgence, il suffit de jeter un œil aux réseaux sociaux de l'académie de Versailles. Cette dernière a lancé, cette semaine, une campagne de communication invitant les bonnes âmes à venir grossir les rangs des enseignants contractuels en septembre. «*Pour la rentrée 2022, nous avons plusieurs centaines de postes à proposer, alors venez nous rejoindre pour les journées du recrutement*», du 30 mai au 3 juin, enjoignait ainsi la rectrice Charline Avenel. Un désespoir qui cogne avec le rassurisme dont a voulu faire preuve le ministère la semaine précédente. Lors d'un point presse convoqué en catastrophe, le directeur général de l'enseignement scolaire, Edouard Geffray, le martelait : «*Il n'y aura pas de déficit de professeurs à la rentrée dans les classes.*»

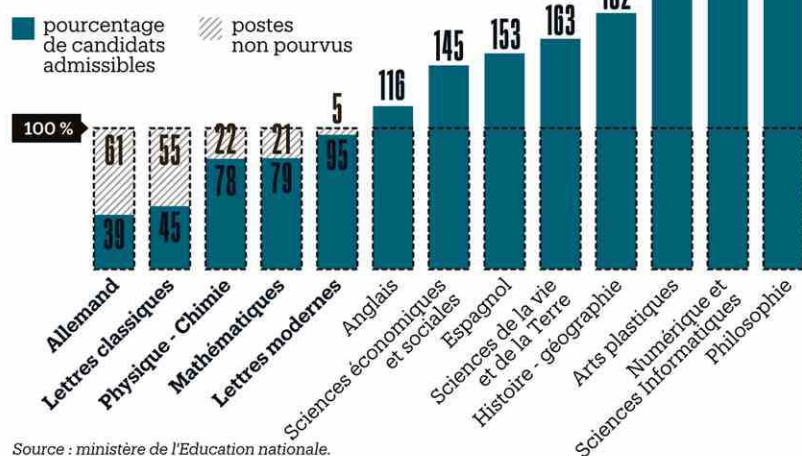
UN MASTER 2 POUR LES CONCOURS EXTERNES

Les chiffres, pourtant, ont semé le trouble. Au Capes de mathéma-

tiques, pour 1035 postes disponibles, seuls 816 candidats sont admissibles (donc pas encore admis). En lettres modernes, ils sont 720 pour 755 postes et 83 pour 215 postes en allemand. Dans le premier degré, 521 candidats sont admissibles dans l'académie de Versailles pour 1430 postes, 484 pour 1079 postes dans celle de Créteil, 180 pour 219 à Paris.

Pour 2022, cinq sections ont moins de candidats admissibles que de postes disponibles

Pourcentage de candidats admissibles au Capes par section, en 2022



Source : ministère de l'Education nationale.

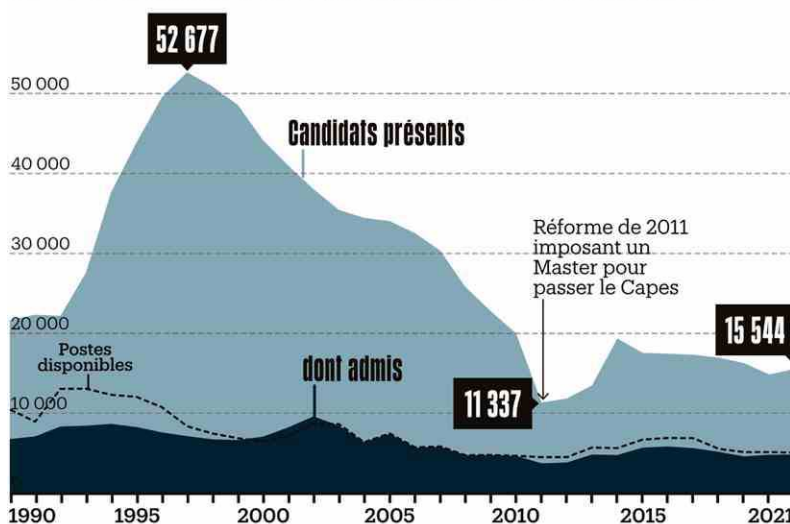




Capes professeur du secondaire

Une chute presque continue des candidats se présentant au concours depuis 1997

Candidats au concours du Capes et postes ouverts de 1990 à 2021



Source : ministère de l'Éducation nationale.

S'il reste chaque année des postes vacants dans certaines disciplines et académies, c'est la première fois que le nombre d'admissibles est inférieur au nombre de places libres dans autant de concours. D'ores et déjà, l'on sait donc qu'il manquera des enseignants pour couvrir les besoins à la rentrée prochaine. «Ça nous inquiète très, très, très fortement. Après deux années scolaires sous Covid, les besoins sont supérieurs à la situation antérieure», alerte Eric Labastie, secrétaire général de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves.

Le ministère de l'Éducation nationale, pourtant, la joue cool : il avait an-ti-ci-pé. Car la baisse, assène-t-il, est «mécanique». Ce qui n'est pas

totalement faux. Cette année, les concours externes pour devenir enseignant ont changé : alors qu'il fallait jusqu'à l'an passé un master 1 pour avoir le droit de se présenter, il faut désormais un master 2, soit une année d'études supplémentaire. «Si on avait maintenu le concours en M1, on aurait conservé les effectifs des dernières années», veut rassurer Xavier Sorbe, le président du jury du Capes de mathématiques, tout en reconnaissant que les recrutements sont tendus chaque année. «A partir du moment où vous avez la volonté d'augmenter le niveau de qualification des enseignants, ce qui est l'objectif de cette réforme, vous êtes obligé d'avoir une année creuse.» Mais, assure-t-il, le vivier de profs sera suffisant à la rentrée, même avec le retour d'une heure et demie de mathématiques dans le tronc commun en première générale.

GÈNE DU CÔTÉ DE L'ADMINISTRATION

Sur le terrain, on s'accommode peu de cette explication. «Normalement, ce sont des choses qui s'anticipent, on doit avoir le nombre suffisant de candidats. Il aurait fallu développer un plan réel de revalorisation des métiers de l'éducation depuis des années. Prévoir des mesures de dérogation ou un échelonnement de la mise en place de la réforme, plutôt que de foncer dans le mur et de dire "oups, ça fait mal"», tacle Patrick Roumagnac, secrétaire général du Sien-Unsa, important syndicat d'inspecteurs. «C'est certain qu'on a une crise des vocations, il faut quand même qu'on s'interroge. Pendant la crise Covid, on a eu des moyens supplémentaires et on n'a eu personne à recruter», abonde Olivier Beaufrère, secrétaire national éducation et pédagogie du Snpden-Unsa, le syndicat majoritaire des chefs d'établissements. Signe d'une certaine gêne du côté de l'administration, le ministère n'a, pour la première fois cette année,





pas communiqué le nombre d'inscrits aux concours. Pas plus que le nombre de présents le jour J. Or, lors des écrits du concours de recrutement des professeurs des écoles (CRPE), par exemple, nombre de tables étaient vides. L'Ile-de-France est toujours plus à la peine que les autres régions, mais «la nouveauté, c'est que dans certaines académies jusqu'ici très attractives, comme à Rennes, on a eu 33% de présents», souligne Guislaine David.

Selon les données récoltées sur le terrain par son syndicat, il n'y avait que 620 candidats dans l'académie de Versailles, soit 0,43 candidat par poste, et 300 à Paris, soit 1,37 candidat par poste. L'académie de Dijon a, elle, joué le jeu de la transparence en publiant ses données: le ratio est de 1,34. «On considère, dans les jurys de concours, qu'il faut deux candidats pour un poste à l'admissibilité», afin de s'assurer un réel choix, indique Pierre Périer, professeur de sciences de l'éducation à l'université Rennes 2 et auteur, en 2016, d'un rapport sur l'attractivité du métier d'enseignant. Là encore, le ministère a une explication à son opacité: avec la réforme des concours, «cette année, on savait qu'on aurait une baisse, l'année prochaine on sait d'avance qu'on aura une hausse. L'objectif derrière ça, c'est de préserver les candidats de grilles de lecture qui ne sont pas les bonnes», a défendu Edouard Geffray.

«ON S'EN DÉBARRASSE QUAND ON VEUT»

Le fond du problème, toutefois, est bel et bien là: le métier attire de moins en moins. «Ça a commencé à se dégrader à la fin des années 2000, avec notamment le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, qui a aussi concerné les postes dans l'enseignement. Ça a un peu découragé les candidats, d'autant qu'en même temps, on supprimait la formation des enseignants en les affectant

directement sur un poste», resitue Pierre Périer. Après le saccage sous Sarkozy, le quinquennat Hollande a entrepris de réembaucher des profs, formés, sans toutefois revenir au niveau précédent. «Mais il n'y a pas eu de revalorisation significative de la fonction et des carrières, ou de façon trop marginale par rapport au déficit qui s'était installé au début des années 2000», précise-t-il. Les gouvernements successifs ont laissé filer et là, il est trop tard.»

Aujourd'hui, un enseignant débutant, avec son bac + 5 en poche, gagne 1,1 smic, contre près de 2 smic dans les années 70. Un élément qui pèse lourd dans le désintérêt pour la profession. «Quand Lionel Jospin a revalorisé la carrière des enseignants, au début des années 90, il y a eu un regain d'attractivité», rappelle Pierre Périer. Jean-Michel Blanquer, le précédent ministre de l'Education nationale, a bien revalorisé la rémunération des enseignants, mais sous forme de prime non pérenne, d'un montant limité à quelques dizaines d'euros pour les mieux lotis, et pas pour tous les profs, excluant les plus anciens. Au-delà du salaire, «le métier fait moins rêver. Il est à la fois plus exigeant et moins gratifiant, c'est un point de tension redoutable qui peut dissuader un certain nombre d'étudiants un peu hésitants [à passer les concours]. Ils se disent je vais faire plusieurs années dans des académies ou sur des postes différents, le niveau de salaire évolue très lentement, est-ce que je vais faire ce métier pendant vingt, trente ou quarante ans?» Sauf que dans le même temps, les besoins restent colossaux: selon France Stratégie et la Dares, le service statistique du ministère du Travail, le pays devra recruter 329 000 professeurs d'ici à 2030, dont 328 000 pour remplacer les départs à la retraite.

«On peut parler d'une pénurie d'enseignants, si on occulte le fait que, de l'autre côté, on développe le re-

crutement de contractuels», pointe Jean-Rémi Girard, président du Syndicat des personnels de l'Education nationale (Snalc). Car les chiffres peuvent être trompeurs. Un trou de 100, 200 ou 600 postes aux concours externes ne signifie pas qu'il manquera 100, 200 ou 600 profs devant les élèves à la rentrée prochaine. L'Education nationale compense en faisant appel à des volontaires n'ayant pas obtenu le CRPE ou le Capes. «Ils sont recrutés après un entretien express. Dans certaines académies, il y a des formations en bonne et due forme mais dans d'autres, c'est extrêmement violent», alerte Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, syndicat d'enseignants de collèges et lycées.

«Les contractuels, on s'en débarrasse quand on veut et c'est une main-d'œuvre moins coûteuse que les titulaires», éclaire Guislaine David. Pour un temps plein, les premiers gagnent en moyenne 2000 euros nets par mois, contre plus ou moins 2600 euros pour les seconds. «Sans compter l'aspect plus politique, c'est-à-dire la désyndicalisation, car les contractuels sont un peu atomisés. Ça affaiblit le poids politique du corps enseignant», complète Pierre Périer. Le ministère se défend de vouloir contractualiser la profession. De fait, la proportion de profs contractuels n'a pas beaucoup bougé depuis le début du quinquennat, tournant autour de 5% dans le public et 19% dans le privé – ce qui reste toutefois plus élevé qu'il y a dix ou quinze ans.

Reste que l'Education nationale est à la peine. En témoigne l'initiative de l'académie de Metz-Nancy, qui a décidé de recruter, pour la rentrée prochaine, sept professeurs remplaçants pour faire cours en visio à des élèves de certains collèges et lycées de zones rurales très éloignés des grandes villes. «Nous n'arrivons pas à trouver des professeurs du second degré dans certaines matières pour





faire autant de route», a fait valoir le rectorat auprès de l'AFP. «Le ministère est une des plus grandes enseignes de bricolage quand il s'agit de faire face à la crise de recrutement, grince Sophie Vénétiay. Ils inventent toujours plus de choses, sans s'attaquer à la racine du problème.» Ce n'est pourtant pas faute d'avoir alerté. ◆

«Il n'y a pas eu de revalorisation significative de la fonction et des carrières, ou de façon trop marginale par rapport au déficit qui s'était installé au début des années 2000.»

Pierre Périer professeur en sciences de l'éducation

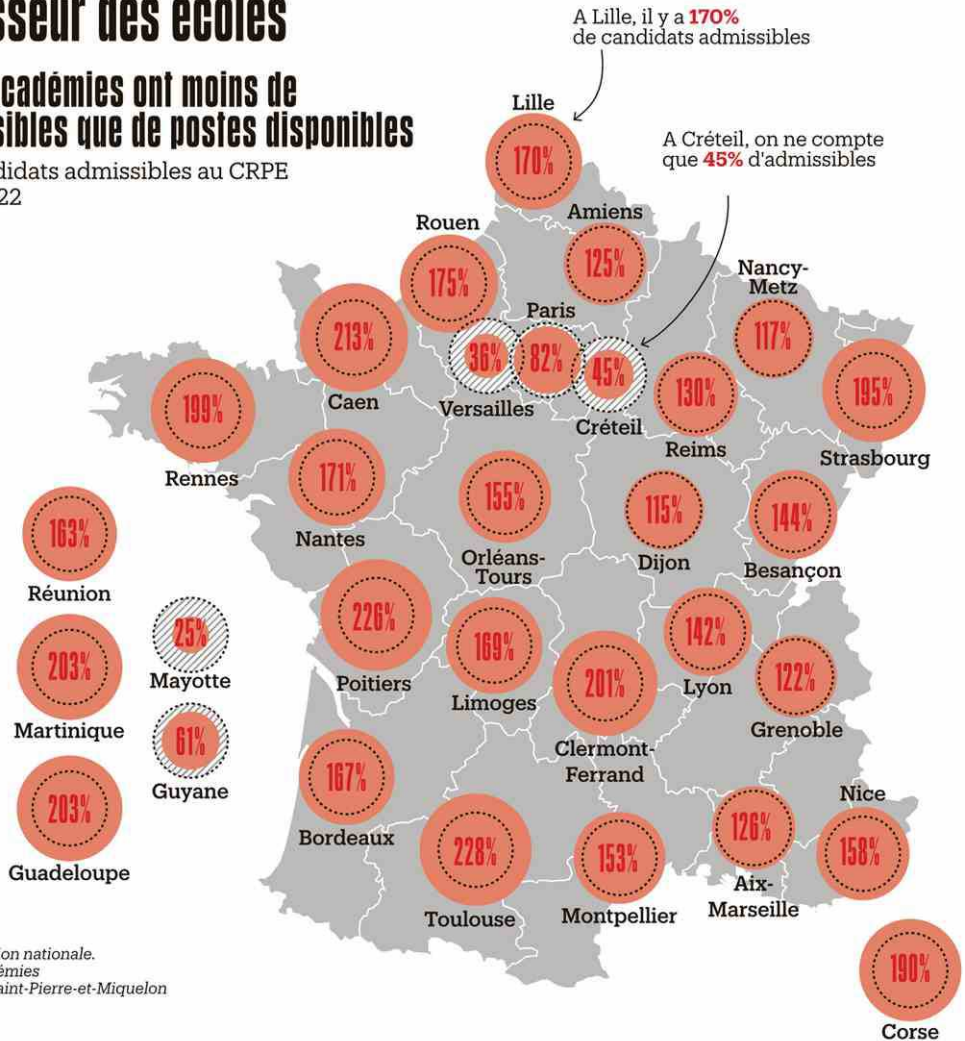




CRPE professeur des écoles

Pour 2022, cinq académies ont moins de candidats admissibles que de postes disponibles

Pourcentage de candidats admissibles au CRPE par académie, en 2022



A Lille, il y a **170%** de candidats admissibles

A Créteil, on ne compte que **45%** d'admissibles

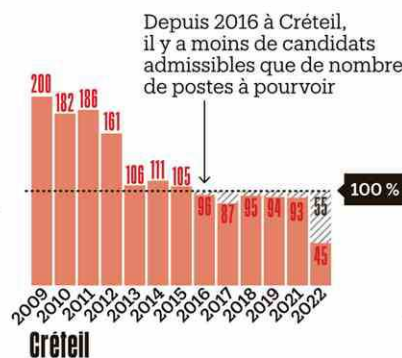
Source : ministère de l'Éducation nationale.
 Pas de données pour les académies de Polynésie française et de Saint-Pierre-et-Miquelon

A Créteil et Versailles, une baisse de candidats admissibles qui se poursuit et s'accélère

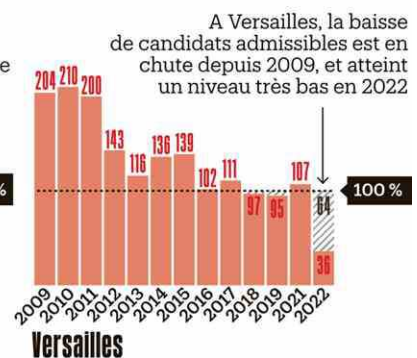
Pourcentage de candidats admissibles au CRPE par académie depuis 2009



Source : ministère de l'Éducation nationale.
 Pas de données pour 2020



Depuis 2016 à Créteil, il y a moins de candidats admissibles que de nombre de postes à pourvoir



A Versailles, la baisse de candidats admissibles est en chute depuis 2009, et atteint un niveau très bas en 2022